

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

**25 NOVEMBRE
MANIFESTATION**
14H30 - PLACE DELILLE



LES CHIFFRES DES VIOLENCES PATRIARCALES

Chaque année, **270 000 femmes** sont victimes de **violences conjugales**, et les déclarations ont augmenté de **plus de 83%** entre 2018 et 2022,

Chaque année, **2 987 300 femmes** subissent des **violences sexuelles**, chiffres en hausse de **33%** ces cinq dernières années.

En France, **seulement 0,5%** du budget de l'état est dédié à la **lutte contre les violences faites aux femmes**.

Culpabilisation, peur, culture du viol, conséquences sociales, refus des plaintes, jugement long et condamnations rares... Obtenir la justice est un parcours de la combattante pour les victimes.

En France ces 5 dernières années, **seules 1%** des victimes de **violences sexuelles** (hors couple) ont porté plainte.

Au 1er novembre, **88 femmes** avaient été victimes de **fémicide**, c'est-à-dire tuées par leur conjoint ou ex-conjoint, depuis le 1er janvier 2023.

Les violences faites aux femmes se traduisent en morts, en agressions et en viols, en mutilations, en exploitation. **Mais elles sont également tous les mécanismes qui conduisent à ces situations : ce sont les violences symboliques, institutionnelles ou encore économiques.**

A chaque crise, les femmes sont les premières touchées. Dans les conflits mondiaux, les viols sont utilisés comme armes de guerre. En France comme ailleurs, à chaque fois que des dirigeants comme Macron désinvestissent les services publics, ce sont les services dédiés aux femmes qui ferment en premier. D'une manière générale, ce sont les plus précaires qui payent les pots cassés du libéralisme : femmes, personnes racisées, LGBTI et/ou handicapées sont sur-représentées parmi les classes populaires. De même, dès lors que l'extrême droite est au pouvoir et ce partout dans le monde, les violences contre celles et ceux-ci explosent.

**POUR CESSER DE COMPTER LES VIES DÉTRUITES,
C'EST TOUT UN SYSTÈME QU'IL FAUT CHANGER !**

Pour éradiquer les violences faites aux femmes, les promesses et les miettes ne sont qu'un mépris supplémentaire. D'urgence, de réelles mesures doivent être prises !

NOUS EXIGEONS :

- Un budget spécifique et conséquent permettant de lutter contre les violences à toutes les échelles ;
- L'ouverture d'hébergements d'urgence sur tout le territoire pour les victimes ;
- Le renforcement de l'accompagnement pour lutter contre le proxénétisme, le trafic de femmes et d'enfants et toutes les violences qui y sont liées ;
- L'organisation d'un accueil digne des femmes étrangères qui fuient diverses formes de violences sexistes et sexuelles ;
- La réforme du seuil d'âge du consentement et des règles d'autorité parentale qui devrait être retirée aux pères condamnés pour violences intrafamiliales ou inceste ;
- La revalorisation du travail du soin et du lien, largement assuré par les femmes.
- L'application de la loi sur les cours d'éducation à la sexualité, censés avoir lieu pour tou·tes les élèves au moins trois fois par an de l'école primaire au lycée ;
- Une réelle formation des forces de l'ordre ;
- De réels moyens pour un accueil digne et rapide des victimes, notamment concernant leur prise en charge psychologique.